

POUR INFORMATION

# Reporterre

le quotidien de l'écologie

## Les migrants de Calais abandonnés face au coronavirus

23 mars 2020 / [Julia Druelle \(Reporterre\)](#)



Une semaine après l'entrée en vigueur des mesures de confinement, aucune mise à l'abri n'a été décidée pour protéger les deux mille réfugiés qui vivent dans les campements du littoral nord de la France. Sur le terrain, les associations sont très inquiètes du fait des conditions sanitaires

désastreuses.

---

- *Calais (Pas-de-Calais), reportage*

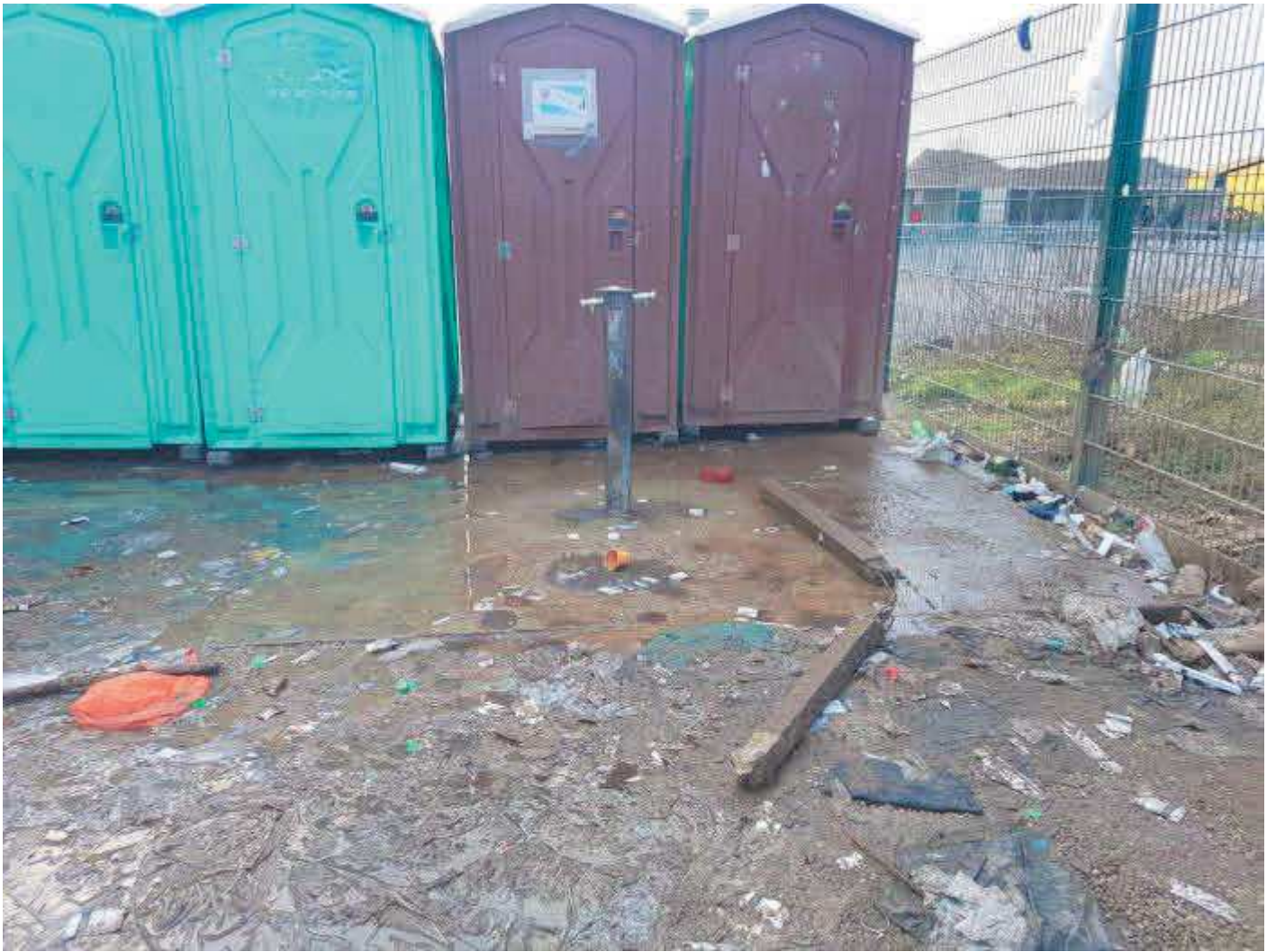
« *Comment rester chez soi quand on n'a pas de maison* », s'interroge Samuel, un jeune Éthiopien, devant la tente qu'il partage avec trois autres personnes en périphérie de Calais. Autour de lui, des centaines de tentes identiques sont plantées les unes à côté des autres dans des sous-bois jonchés de débris. Certaines sont couvertes de bâches. Des petits groupes se réchauffent autour de feux de camp, d'autres le font à la bougie, sous les toiles de tente. Les gens se plaignent du froid, mais aussi des rats, nombreux et peu farouches.

Samuel a effectivement entendu parler du coronavirus et des gestes barrière, mais il reste dubitatif : « *Les consignes qu'on nous a données ne sont pas applicables*, dit-il en désignant les environs. *Nous partageons tout : les tentes, les cigarettes, tout.* » Quant au savon qui a été distribué, il le trouve de bien peu d'aide devant l'absence de points d'eau en nombre suffisant : un robinet est disponible pour plusieurs centaines de personnes, il n'y a pas de douche. « *Pourtant, pour le bien de tous, il est important que tout le monde soit protégé* », souligne-t-il.

### « *Je voudrais partir d'ici mais il n'y a pas d'alternative* »

Dans ce camp d'exilés, mardi 17 mars, le sentiment d'abandon prévalait. Abi, originaire d'Éthiopie, expliquait avoir obtenu des informations sur l'épidémie sur internet : « *Mais je n'ai reçu aucune information de la part du gouvernement*, dit-il. *Ce que je vois aujourd'hui, c'est qu'on est entourés de CRS, qui portent tous des masques. Donc, je comprends que le coronavirus est un danger. S'il y a un danger, il est réciproque. Pourquoi ne portons-nous pas de masque ? Parce qu'on est perçus comme les personnes porteuses de maladies. Je me sens discriminé.* »

Aucun cas de coronavirus n'a été dépisté, mais au milieu de cette situation anxiogène, Ali, un jeune Iranien, n'était cependant pas tranquille : « *Je voudrais partir d'ici mais il n'y a pas d'alternative. J'ai 17 ans, j'ai appelé le 115 [l'aide sociale d'urgence] mais j'attends encore. Je voudrais aller dans un centre d'hébergement, parce que vivre ici, c'est vraiment dur.* »



Des mesures de « *distanciation* » ont bien été mises en place lors de la distribution des repas. Les réfugiés pénètrent maintenant au compte-goutte sur l'esplanade grillagée où se tient la distribution, assurée par l'association La Vie active, mandatée par l'État. Ils doivent y respecter une distance de sécurité. Mais, devant le portail, ils sont des centaines à attendre leur tour, les uns sur les autres, sans mesure de sécurité.

Pourtant, les associations alertent depuis le 5 mars sur le sort de ces personnes fragiles et particulièrement exposées aux maladies. Antoine Nehr, coordinateur au sein de l'Utopia 56, est très inquiet :

La situation est dramatique depuis longtemps, depuis le **démantèlement de la grande jungle en 2016** : les politiques migratoires ont été durcies, avec pour objectif d'empêcher les exilés de s'installer et de rester à Calais. Les gens sont maintenus dans une grande précarité. Ils sont épuisés, stressés, fatigués, ils vivent à plusieurs dans des tentes, dans des conditions sanitaires déplorables. On estime à plus d'un millier, peut-être 1.400 personnes le nombre de gens dehors ici, à Calais. Il y a aussi beaucoup de monde à Grande-Synthe (Nord). Cette crise est révélatrice d'un manque de prise en charge générale, et dans un contexte comme celui-ci, si aucune mesure n'est prise rapidement, si



le virus vient à se développer dans les campements, cela va être grave. »

« Lors de cette réunion, nous avons avancé plusieurs propositions : une mise à l'abri dans des hébergements à taille humaine, une clinique mobile qui interviendrait sur les différents campements. Comment diagnostique-t-on un virus, nous, en tant que bénévoles ? On n'est pas formés à ça. Nous avons vraiment besoin que l'État prenne ses responsabilités. S'il n'y a pas de prise en charge, je pense qu'il aura du sang sur les mains. »

« **Même dans un contexte de crise, les autorités continuent d'appliquer cette politique extrêmement hostile** »

Mercredi dernier, la préfecture des Hauts-de-France a annoncé la mise en place « *dans les prochains jours* » d'une procédure de détection et d'orientation des cas suspects vers des centres de « *desserrement* », mais uniquement chez les personnes présentant déjà des symptômes. Lors d'une réunion à distance, jeudi 19 mars, la sous-préfecture a confirmé ce choix. Une mise à l'abri préventive pour les personnes vivant dans ces camps insalubres n'est donc pas envisagée.

Alors que le confinement contraint les exilés à ne pas s'éloigner du campement, Antoine Nehr dénonce la poursuite de la politique répressive du gouvernement. « *Les évictions du terrain continuent. Depuis plusieurs jours, les gens n'ont plus accès à l'électricité, car elle a été coupée. Le seul accès actuellement reste les générateurs apportés par les associations. C'est d'autant plus inquiétant que les téléphones portables sont plus nécessaires que jamais : pour obtenir des informations, appeler le Samu et rester en contact avec ses proches.* »

« *Même dans un contexte de crise, les autorités continuent d'appliquer cette politique extrêmement hostile qui met en danger la vie de plusieurs centaines de personnes. La situation empire au moment où il est urgent de demander un hébergement digne pour ces personnes, déplore Antoine Nehr. C'est incompréhensible.* »

---

**Lire aussi :** [Froid, insalubre et désolé : le quotidien de 450 jeunes exilés dans un collège lyonnais](#)

---

**Source :** Julia Druelle pour *Reporterre*

**Photos :** © L'Utopia 56

. chapô : près de Calais, mi-mars.

- Emplacement : Accueil > Editorial > Reportage >
- Adresse de cet article :  
<https://reporterre.net/Les-migrants-de-Calais-abandonnes-face-au-coronavirus>